

# sans armes nucléaires»

Pour la FSPL, les armes atomiques sont «totalement superflues» plus qu'un gage de sécurité.

c'est fait. C'est extrêmement important. Ce traité est une étape historique alors que le risque nucléaire est en augmentation, que les principales puissances nucléaires renforcent leurs capacités de dissuasion en modernisant leurs missiles et tandis que toute cette architecture internationale de désarmement nucléaire se délite. Avec cette nouvelle norme internationale, il y aura des conséquences sur les futures discussions concernant le désarmement nucléaire, il devient acquis.

## Peut-on réellement envisager un horizon sans armes nucléaires?

Les dépenses militaires mondiales en 2019 étaient de 1 917 milliards de dollars, soit une augmentation de 3,6% par rapport à l'année précédente. Or la paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre et elle ne se fait pas par les armes. Cet argent doit servir à autre chose. Pour résoudre les conflits, nous souhaitons le multilatéralisme, la diplomatie et des moyens civils. Comme l'ancien chef d'État soviétique et prix Nobel de la Paix Mikhaïl Gorbatchev l'a toujours dit: les discussions sur le désarmement vont être très complexes, mais on doit commencer à aller dans la bonne direction. Et grâce à ce traité de l'ONU, nous allons pouvoir le faire. Il y a quelques jours, lors d'un webinar des Nations unies, une soixantaine de dirigeants ont discuté des propositions d'associations proches des Nations unies et se sont fixés l'année 2045 pour en finir avec les armes nucléaires. Ce sera l'année du centenaire des Nations unies. Le processus sera long, mais je pense que cet objectif est atteignable.



Il existe environ 13 400 armes nucléaires dans le monde, dont 1 800 prêtes à être utilisées immédiatement.

## Ensemble pour la paix universelle

La Friddens- a Solidaritéitsplattform Lëtzebuerg (FSPL) est à l'origine d'une initiative transfrontalière en faveur de la paix : la plateforme Quattro Pax. Ce réseau regroupe dix associations de la Grande Région partageant les mêmes valeurs, notamment le désarmement et la solidarité avec les réfugiés. Le Luxembourg y est représenté par la FSPL ainsi que par la commission «Justice et Paix». Les autres associations sont issues de Lorraine, de la province de Luxem-

bourg, de Sarre et de Rhénanie-Palatinat.

La FSPL escompte également redynamiser l'initiative «Mayors for Peace» (Maires pour la Paix). Lancée en 1982 par le maire d'Hiroshima, première ville victime d'un bombardement atomique, cette organisation a pour objectif de «promouvoir la solidarité des villes en faveur de l'abolition des armes nucléaires» et regroupe près de 8 000 communes réparties dans 165 pays et régions. Au Luxembourg, 56 bourgmestres ont signé cet appel.



Chaque année, la FSPL et l'OGBL organisent une marche en faveur de la paix à Luxembourg.

## ÉDITORIAL

de notre journaliste  
**Guillaume Chassaing**  
gchassaing@lequotidien.lu



## Une menace

**L**es États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord: ce sont actuellement les neuf puissances mondiales qui détiennent l'arme nucléaire. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont lancé des bombes nucléaires sur des villes japonaises, une sur Hiroshima, l'autre sur Nagasaki: plus de 300 000 morts.

Depuis cette horreur d'août 1945, plus aucun pays n'a utilisé en opération une arme nucléaire. Aujourd'hui, les armes nucléaires jouent officiellement un rôle dissuasif. Mais depuis Hiroshima et Nagasaki, les armes nucléaires ont été développées. Certaines bombes atomiques sont jusqu'à 300 fois plus puissantes que celle qui s'était abattue sur Nagasaki. Il y a aussi des armes nucléaires à faible rendement (un tiers de la puissance de la bombe d'Hiroshima). Le président américain, Donald Trump, n'hésitait pas à menacer d'utiliser ces dernières – de manière limitée – en cas de cyberattaques contre son pays.

Les armes nucléaires sont toujours bien présentes et certains pays ne cachent pas

leur envie de faire partie du club des détenteurs de la bombe atomique. Oui, il y a eu des traités internationaux contre la non-prolifération des armes nucléaires, mais les neuf pays détenteurs de l'arme nucléaire n'ont jamais été à la hauteur des exigences de ces traités.

Ces armes nucléaires sont absurdes dans le sens où elles coûtent cher et peuvent détruire l'humanité tout entière. Le 22 janvier, un traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires, ratifié par cinquante États, va entrer en vigueur. C'est un motif d'espoir, un moyen juridique de discuter avec les responsables politiques. Pour notre interlocuteur, Raymond Becker, militant au sein de la Friddens- a Solidaritéitsplattform Lëtzebuerg (FSPL), une plateforme créée en 2018 pour promouvoir la paix et la solidarité, ce traité est «une étape historique». «Avec cette nouvelle norme internationale, il y aura des conséquences sur les futures discussions concernant le désarmement nucléaire, il devient acquis», avance-t-il. Espérons-le. Car, pour l'heure, la menace nucléaire est toujours bien présente.